

2024

20 > 30
SEPTEMBRE

ST-ÉTIENNE
PARC EXPO
AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

FOIRE

ST-ÉTIENNE **PARC EXPO**
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



POURQUOI EXPOSER À LA FOIRE DE SAINT-ÉTIENNE ?

La Foire de Saint-Étienne est l'événement économique incontournable de la rentrée. Cette manifestation territoriale, conviviale et festive offre aux exposants une opportunité de business exceptionnelle et aux visiteurs des expériences uniques à vivre. Elle constitue un lieu d'expression et de rencontres, jouant un rôle majeur dans la vie sociale et économique de la région pendant 11 jours.

EN 2024, LA FOIRE CÉLÈBRE SON 75^{ÈME} ANNIVERSAIRE

une 75^{ème} édition pétillante de nouveautés et d'innovations à découvrir en 2024



Un Parc Expo tourné sur la ville

Le Parc Expo est situé en plein cœur de Saint-Étienne, à deux pas de la gare et desservi par les transports en commun.

15 000 m² de surfaces d'exposition intérieure.

20 000 m² de surfaces d'exposition extérieure.

Des surfaces de stand allant de **9 à 500 m²**.

Des espaces réceptifs et des salles de réunion pour organiser **votre évènement privé pendant la Foire.**

UNE VITRINE COMMERCIALE UNIQUE DANS LA LOIRE

75^{ÈME} ÉDITION

11 JOURS DE RENCONTRES

250 EXPOSANTS

75% DES EXPOSANTS PLÉBISCITENT LA QUALITÉ DES CONTACTS PRIS SUR LA FOIRE

LA FOIRE DE SAINT-ÉTIENNE : UNE RÉPONSE À VOS OBJECTIFS

BOOSTEZ
votre chiffre d'affaires.

RENFORCEZ
votre notoriété et votre image.

VENEZ À LA RENCONTRE
de vos clients, prospects
ou adhérents.


GÉNÉREZ
des contacts qualifiés.

METTEZ EN AVANT
vos services, vos nouveautés
et votre savoir-faire.

FAITES PARLER
de vous !



NOS VISITEURS

 **78%** viennent de
St-Etienne agglomération
97% de la région
Auvergne-Rhône-Alpes

87% de nos
visiteurs ont entre
25 et 60 ans



UN PROGRAMME D'ANIMATIONS RICHE ET VARIÉ DES JOURNÉES À THÈMES - DES NOCTURNES



UNE ÉQUIPE POUR VOUS ACCOMPAGNER

Notre équipe est à votre écoute, pour vous accompagner et optimiser votre participation. Nous vous apportons nos conseils personnalisés et vous proposons un large panel de solutions de communication, agencement, mobilier, signalétique, etc.

UN PLAN MÉDIA 360° ET CIBLÉ



LA FOIRE EN IMAGES



UNE CAMPAGNE D’AFFICHAGE PUISSANTE

Un fort impact visuel sur les réseaux urbains et périurbains sur affichage 2, 8 et 12 m² + de 500 affiches dans la Loire et les départements limitrophes sur une durée de 21 jours.



UNE VISIBILITÉ DANS LA PRESSE ÉCRITE

- Encarts publicitaires dans les principaux supports presse quotidiens locaux et régionaux (*cible grand public et économique*), les magazines institutionnels distribués en boîte aux lettres (*Loire Département, Saint-Étienne Métropole et Ville de Saint-Étienne...*).
- Collaboration avec une agence de relation presse pour une relation étroite et pertinente avec les journalistes. Retombées presse assurées (*154 articles parus sur la Foire 2023*).



UNE PRÉSENCE SUR LES RADIOS ET TV LOCALES ET RÉGIONALES

+ de 400 spots sur les radios locales. Des jeux et animations sur les antennes locales, diffusion du spot vidéo de la Foire sur les TV.



DES ACTIONS DE STREET MARKETING

3 semaines avant l’ouverture de la Foire, des opérations de distribution du Foire Mag (25 000 ex), des invitations (+ de 15 000), et goodies sont menées sur des points stratégiques : marchés, centre-ville, centres commerciaux, ...



UNE FORTE PRÉSENCE SUR LA TOILE

CAMPAGNES GOOGLE DISPLAY

- Google Adds : Plus d’un mois de présence intensive sur Google. Une campagne ciblée par âge, géolocalisation, porteurs de projets et acheteurs shopping. (*retombées en 2023 : + 3 Millions de vue sur 33 jours de campagne // + 15 000 clics sur le site Internet de la Foire*)
- Le Bon Coin : une présence d’un mois sur le bon coin. Géolocalisation : loire - Hte-loire - Rhône // Intérêts : univers habitat / gastronomie / bien-être / auto - mobilité. (*retombées en 2023 : + 800 000 vues sur 30 jours // + de 3 000 clics sur le site de la Foire*)

LE SITE INTERNET DE LA FOIRE ENTIÈREMENT RELOOKÉ

- Billetterie en ligne.
- La possibilité d’insertion publicitaire sur le site (*60 000 visites sur le mois de septembre*).



RETROUVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX !

Une campagne puissante sur les réseaux sociaux durant le mois de septembre. **+ de 300 publications** sur Facebook et Instagram sous forme de vidéos, stories, images-textes. Des posts sponsorisés. Création d’un compte TikTok pour la Foire 2023.



LA FOIRE DE SAINT-ÉTIENNE, UN LABEL « FOIRES DE FRANCE »

Un référentiel de qualité qui s’appuie sur les valeurs portées par les foires-expositions en France : lieux de découvertes, convivialité des échanges, authenticité et tradition. Ce label est l’assurance que la Foire à laquelle vous participez a été conçue par des professionnels et organisée en fonction des caractéristiques des habitants de la zone de chalandise concernée.

2024

20 > 30

SEPTEMBRE

FOIRE

ST-ÉTIENNE PARC EXPO
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DOSSIER D'ADMISSION EXPOSANT

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° DE DOSSIER

RAISON SOCIALE

HALLS A B

..... Cour intérieure Parvis

ALLÉE(S) / STAND(S)

.....

DOSSIER REÇU LE :

.....

Dossier complet à nous retourner avant le 31 mai 2024
afin de garantir une priorité dans le traitement de votre demande

Dossier à envoyer par mail : foire@saint-etienne-evenements.com

Ou par courrier à l'adresse suivante :

Saint-Étienne Évènements | Parc des Expositions

Boulevard Jules Janin - Allée des Olympiades • 42000 Saint-Étienne

À JOINDRE OBLIGATOIREMENT : 1 EXTRAIT K-BIS DE MOINS DE 3 MOIS

1. EXPOSANT

Nom ou Raison Sociale

Adresse de correspondance

Code Postal Ville

Tél. Portable

E-mail Site internet

Nom et Prénom du responsable Fonction

Adresse de facturation (si différente de l'adresse de correspondance)

N° SIRET **OBLIGATOIRE** TVA Intra Communautaire

2. PRODUITS EXPOSÉS ET RÉFÉRENCIEMENT

Sur le guide de visite et le site www.foiredesaintetienne.com

Description détaillée des produits et services proposés - OBLIGATOIRE

Seuls les produits indiqués pourront être proposés à la vente après validation par l'organisateur

Vos nouveautés

Liste des différentes rubriques en page 6.

Reportez le code de la rubrique adaptée dans les cases

(ex. Rubrique «Jardin» / sous-rubrique « Abri de jardin» : notez 1610)

Un seul référencement est inclus dans le forfait d'inscription.

RÉFÉRENCIEMENT SUPPLÉMENTAIRE

48 € HT l'unité

Reporter les codes rubriques dans les cases

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Votre adresse pour le guide de visite et le site internet si différente :

Après le 18 août, l'inscription sur le guide de visite n'est plus garantie. L'organisateur décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions qui pourraient se produire.

NOM DE L'ENSEIGNE

3. FORFAIT D'INSCRIPTION

OBLIGATOIRE EXPOSANT ET CO-EXPOSANT

• Frais d'inscription - Assurance pour une valeur déclarée de 5 000€

• Enseigne - 80 invitations exposants. Inscription sur le guide de visite et sur le site internet

Format 100% papier* Format 100% électronique

• Badges exposants **STAND INTÉRIEUR** : 9 à 18 m² = 2 badges

>18 m² = 1 badge supplémentaire / 9 m²

STAND EXTÉRIEUR : 18 à 50 m² = 2 badges

>50 m² = 1 badge supplémentaire / 50 m²

P.U. HT	Quantité	Total HT
235 €	1	235 €

COMMANDES SUPPLÉMENTAIRES

PARKING 66 €

BADGE EXPOSANT supplémentaire 22 €

INVITATIONS EXPOSANTS supplémentaires (par multiple de 10)

Jusqu'à 50 invitations, l'unité 1,20 €

De 60 à 100 invitations, l'unité 1,10 €

Plus de 110 invitations, l'unité 1 €

Format 100% papier* Format 100% électronique

RÉFÉRENCIEMENT supplémentaire sur le guide de visite et le site internet 48 €

* Dans notre démarche environnementale, nous préconisons la billetterie électronique.



4. VOTRE STAND

STAND INTÉRIEUR HALL A et B Nu sans moquette avec cloisons de séparation entre les stands, bandeaux et raidisseur.

	P.U. HT	Quantité	Total HT
HABITAT, AMEUBLEMENT, AMÉNAGEMENTS INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR, PISCINES ET SPAS, CUISINES ET BAINS, MULTIMÉDIA, ÉCONOMIE D'ÉNERGIE, SERVICES, ÉLECTROMÉNAGER, BAR/RESTAURATION, AUTRES SECTEURS			
Le m ² , par multiple de 9	150 €	.....	.....
GASTRONOMIE ET VINS, MODE, BEAUTÉ			
Le m ² , par multiple de 9	138 €	.....	.....
PRODUITS DE DÉMONSTRATION			
Stand de 6m ² équipé de moquette, électricité 6 kw, 1 rampe de lumière led	718 €	.....	.....
Le m ² supplémentaire (équipé de moquette)	120 €	.....	.....
ARTISANAT DU MONDE			
Le m ² , par multiple de 9	109 €	.....	.....
MÉTIERS D'ART, ARTISTE, CRÉATEURS (Stands de 12 m² maximum)			
Inscription à la Chambre des Métiers dans les secteurs correspondant aux produits exposés - soumis à validation			
Stand de 6m² équipé de moquette, électricité 6 kw, 1 rampe de lumière led	630 €	.....	.....
Le m ² supplémentaire (équipé de moquette)	105 €	.....	.....
Angle ouvert, l'unité	329 €	.....	.....

STAND EXTÉRIEUR

AIR LIBRE 1 : Tous secteurs Le m ² , minimum 18 m ²	57 €	.....	.....
AIR LIBRE 2 :			
Piscines, abris de piscine et de jardins			
Travaux publics, véhicules, matériel agricole..... Le m ² , minimum 100 m ²	30 €	.....	.....

5. PRESTATIONS TECHNIQUES

ÉLECTRICITÉ Obligatoire sous hall

	MONOPHASÉ	TRIPHASÉ	P.U. HT	Quantité	Total HT
Branchement électrique 6 kw	<input type="checkbox"/> 220V	<input type="checkbox"/> 380V	324 €	.....	.....
Branchement électrique 10 kw	<input type="checkbox"/> 220V	<input type="checkbox"/> 380V	387 €	.....	.....
Branchement électrique 20 kw	<input type="checkbox"/> 220V	<input type="checkbox"/> 380V	571 €	.....	.....

EAU

Branchement eau (diamètre 20/27 mâle)	239 €	.....	.....
Forfait remplissage spa (1 seul équipement rempli par stand - Forfait pour 1,5m ³ maximum)	66 €	.....	.....

OPTION CONFORT

RÉSERVE de 1 m ² avec porte fermant à clef (selon disponibilités)	125 €	.....	.....
CLOISON supplémentaire, le mètre linéaire.....	25 €	.....	.....
MOQUETTE (indiquer votre choix) <input type="checkbox"/> ROUGE <input type="checkbox"/> BLEU <input type="checkbox"/> VERT <input type="checkbox"/> GRIS			
Fourniture et pose, le m ²	11 €	.....	.....
RAMPE DE LUMIÈRE LED (conseillée par module de 9 m ²)	90 €	.....	.....
CHARIOT ÉLÉVATEUR AVEC CARISTE (ticket de 15 minutes, conseillé pour le chargement et le déchargement) ...	32 €	.....	.....
NETTOYAGE DU STAND pour les 11 jours, stand non bâché, hors restaurant			
Avec aspiration moquette et dé poussiérage mobilier.....Le m ²	8 €	.....	.....
CONNEXION WIFI (haut débit nous consulter)	65 €	.....	.....
CHAPITEAUX « GARDENS »*			
• 3 x 3 m avec lestage sans plancher, l'unité.....	383 €	.....	.....
• 5 x 5 m avec lestage sans plancher, l'unité.....	898 €	.....	.....
• Plancher..... Le m ²	15 €	.....	.....
• Éclairage..... Le m ²	5,25 €	.....	.....
• Rampe d'accès, l'unité (1,25 m de large).....	233 €	.....	.....

* sous réserve de disponibilité. Réservation avant le 28/06/2024

POUR TOUTE AUTRE PRESTATION, NOUS CONSULTER

9. PAIEMENT Rappel : frais d'inscription obligatoires 235€ HT

TOTAL HT	TVA 10% (Badge exposant et invitations supplémentaires)
TVA 20%	TOTAL TTC

Conditions de règlement :

- dossier retourné **avant le 30 avril 2024** : acompte 30 % du montant total TTC, solde au 20 juillet 2024
- dossier retourné **entre le 1^{er} mai et le 19 juin 2024** : acompte 50 % du montant total TTC, solde au 20 juillet 2024
- dossier retourné **après le 20 juin** : paiement comptant du total TTC (100 %)

10. CONDITIONS DE PAIEMENT

ATTENTION : UNE DEMANDE D'ADMISSION RETOURNÉE SANS ACOMPTE NE POURRA ÊTRE ENREGISTRÉE

MODE DE RÈGLEMENT ACCEPTÉ

- **Chèque bancaire** libellé à l'ordre de **Saint-Étienne Events**
- **Virement bancaire** sur notre compte : CIC Lyonnaise de Banque
- **Règlement par carte bancaire** en nos bureaux

IBAN : FR76 1009 6181 0000 0851 9580 101
BIC : CMCIFRPP

Ceci n'est pas une facture. Elle vous parviendra après acceptation de votre participation et validera celle-ci (sous réserve de son paiement effectif).

Extrait de nos conditions générales de ventes : Règlement par virement, carte bancaire, chèque postal ou bancaire libellé à l'ordre de Saint-Étienne Évènements. En application des articles 2 et 3 de la loi n°92-1442 du 31/12/1992, les factures sont payables au comptant. En cas de paiement anticipé, il n'aura pas lieu à escompte. En cas de dépassement du délai de paiement, la facture sera majorée de 1,5 fois le taux de base bancaire légal en vigueur au jour de la date de facture prorata temporis, et majorée également d'une pénalité de 20% à titre de clause pénale. EN CAS DE CONTESTATION SEUL LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-ETIENNE EST COMPÉTENT.

À

DATE

Je déclare que l'entreprise n'est pas en cessation de paiement à la date de la présente demande. Je certifie l'exactitude des renseignements donnés. Je déclare avoir pris connaissance du Contrat de participation (voir pages 10-11), ainsi que du PGCSPPS (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé), sur le site web du salon et m'engage à les respecter. J'accepte expressément de recevoir par courrier, fax ou courrier électronique des informations commerciales de l'organisateur. Conformément aux dispositions du Contrat de Participation ci-dessous, la validation de votre demande de participation est subordonnée au paiement du 1^{er} acompte mentionné ci-dessus et des acomptes échus au jour de l'envoi de votre dossier ou de la totalité du montant du contrat pour toute réservation effectuée après le 20/07/2024.

SIGNATURE PRÉCÉDÉE DE LA MENTION « LU ET APPROUVÉ »

CACHET DE LA SOCIÉTÉ EXPOSANTE

RÉFÉRENCIEMENT

1 - CONFORT DE VIE

11 - LOGEMENT ET IMMOBILIER

- 1110 - Agents immobiliers
- 1111 - Architectes, bureaux d'études
- 1112 - Banque - Assurance
- 1117 - Gestion de patrimoine
- 1118 - Promoteurs - Constructeurs

12 - AMÉLIORATION DE L'HABITAT

- 1210 - Aménagement combles et placards
- 1211 - Ascenseurs
- 1213 - Chauffage / Climatisation
- 1214 - Cheminées, poêles
- 1215 - Énergie renouvelable
- 1216 - Escaliers et aménagements
- 1217 - Isolation thermique - Ravalement - Façades
- 1218 - Menuiseries-Stores - Volets - Fermetures
- 1219 - Aspiration centralisée
- 1220 - Portes - Portails - Clôtures
- 1221 - Traitement de l'eau
- 1222 - Revêtements de sols, murs, plafonds, décoration pierre
- 1224 - Sécurité - Alarme
- 1225 - Services et conseils

- 1227 - Traitement de surfaces (bois, tuiles, murs...)
- 1228 - Toitures, couverture, zinguerie
- 1229 - Habitat connecté

13 - CUISINES, BAINS ET ARTS MÉNAGERS

- 1310 - Salles de bains et accessoires
- 1312 - Appareils ménagers
- 1313 - Articles de ménage
- 1314 - Carrelage
- 1315 - Cuisines équipées et meubles
- 1316 - Machines à coudre / à repass
- 1319 - Nettoyeurs à vapeur
- 1320 - Produits de nettoyage

14 - AMEUBLEMENT

- 1410 - Literie
- 1412 - Billards
- 1417 - Meubles
- 1423 - Sièges - canapés - Fauteuils
- 1424 - Armoires à vin - Matériels de cave

15 - DÉCOR D'INTÉRIEUR

- 1510 - Arts de la table
- 1513 - Linge de maison
- 1514 - Luminaires
- 1516 - Objets de décoration
- 1517 - Tableaux
- 1518 - Tapis
- 1520 - Tissus et voilages
- 1522 - Métiers d'Art

16 - JARDIN

- 1610 - Abri de jardin
- 1613 - Barbecue et accessoires
- 1616 - Equipement de jardin
- 1618 - Garage
- 1620 - Mobilier de jardin et accessoires
- 1621 - Terrasses - Bordures
- 1622 - Motoculture
- 1624 - Piscines - Abris et accessoires
- 1625 - Portails
- 1626 - Végétaux et produits pour jardins
- 1627 - Véranda - Pergola

2 - STYLE DE VIE

21 - BRICOLAGE

- 2110 - Echafaudages - Echelles
- 2112 - Outillage

22 - TOURISME ET LOISIRS

- 2210 - Agences de voyage - Tour opérateur
- 2217 - Loisirs - Musées, zoo, parcs d'attraction
- 2218 - Offices de tourisme
- 2219 - Organisateur d'activités sportives
- 2226 - Musique, spectacles

23 - NATIONS DU MONDE

- 2310 - Accessoires de mode
- 2311 - Artisanat étranger
- 2315 - Séjours linguistiques

24 - ESPACE GOURMAND

- 2410 - Alimentations et produits régionaux
- 2411 - Cafés, cacao, thé, infusion
- 2414 - Produits exotiques
- 2415 - Bar / Snack / Restaurant
- 2417 - Vins, spiritueux, champagne

25 - LOISIRS DE PLEIN AIR

- 2512 - Chasse
- 2513 - Cycle et deux-roues - VTT
- 2514 - Matériels de randonnée
- 2516 - Pêche
- 2518 - Services et organismes d'informations
- 2519 - Attractions foraines - Manèges
- 2520 - Animaux (alimentation et accessoires)

26 - LOISIRS D'INTÉRIEUR

- 2610 - Collections
- 2614 - Jeux et jouets - Modélisme
- 2615 - Librairie
- 2616 - Loisirs créatifs
- 2617 - Photo
- 2618 - Instruments de musique

27 - BIEN-ÊTRE ET BEAUTÉ

- 2710 - Appareils et articles de mise en forme
- 2712 - Astrologie / Magnétisme/Voyance
- 2713 - Balnéothérapie
- 2714 - Cosmétologie

- 2715 - Fauteuils massant
- 2717 - Lunetterie, produits et accessoires
- 2718 - Mode et accessoires
- 2720 - Produits de beauté
- 2721 - Diététique et minceur
- 2722 - Thalassothérapie - Thermalisme
- 2723 - Spas, jacuzzi et saunas

28 - NOUVELLES TECHNOLOGIES

- 2810 - Multimedia - Image / son
- 2811 - Informatique, internet et bureautique
- 2814 - Téléphonie

29 - AUTO - MOTO

- 2911 - Centre de formation
- 2912 - Equipement et accessoires
- 2913 - Location
- 2914 - Motos, quads
- 2916 - Véhicules utilitaires
- 2917 - Automobiles

3 - VIE ET SOCIÉTÉ

31 - AGRICULTURE / MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT AGRICOLE

- 3110 - Elevage et produits d'élevage
- 3111 - Matériels agricoles, d'élevage, forestier
- 3112 - Produits agricoles
- 3113 - Remorques, utilitaires et vans

32 - BTP ET ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL

- 3210 - Agencement de magasins
- 3212 - Equipements de sécurité
- 3213 - Machines-outils et machines à bois
- 3214 - Matériels de construction

- 3215 - Matériels de transport et de manutention
- 3216 - Matériels de travaux publics
- 3217 - Matériels pour l'alimentation
- 3219 - Nettoyage industriel

33 - COLLECTIFS ET COLLECTIVES

- 3310 - Armées
- 3311 - Associations
- 3312 - Caisse de retraite, mutuelle
- 3313 - Ecoles et organismes de formation
- 3314 - Syndicats

- 3315 - Organismes officiels, institutionnels, collectivités
- 3317 - Presse, radio

34 - SERVICES

- 3411 - Services retraités / funéraires
- 3412 - Objets publicitaires
- 3415 - Services à la personne

1 - PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

1-1 Déclaration

- Toute présentation et démonstration d'appareillage technique est réalisable sous l'entière responsabilité de l'exposant et fait l'objet d'une déclaration à l'Organisateur, afin d'obtenir l'avis de la Commission de Sécurité (c.f. Formulaire).
- Ces informations doivent être transmises 1 mois avant le début de la Manifestation au chargé de sécurité, avec la notice technique de l'appareil en question.

1-2 Cas spécifiques soumis à l'avis de la commission de sécurité

- Moteurs thermiques ou à combustion : gaz de combustion évacués vers l'extérieur.
- Substances radioactives - rayons X : stands concernés construits et aménagés en matériau classé M1.
- Lasers : le public ne doit pas être soumis à son faisceau direct ou réfléchi. Le laser doit être classé.
- Liquides inflammables.

1-3 Produits strictement interdits

- Distribution d'échantillon ou produit contenant un gaz inflammable,
- Ballons gonflés avec gaz inflammable ou toxique,
- Articles en celluloïd,
- Artifices pyrotechniques et explosifs,
- Oxyde d'éthyle, sulfure de carbone, éther, acétone,
- Stock de carton, papier, plastiques...

1-4 Chargé de sécurité

- Le Chargé de Sécurité Incendie de la Manifestation a pour mission essentielle de conseiller et veiller au bon respect des règles de sécurité et d'établir un rapport final de sécurité des installations suite à la visite de réception vendredi 20 septembre 2024 avant l'ouverture au public.
- Pour tous renseignements sur les mesures de sécurité, veuillez contacter : M. Jérôme Segu
- Tél. Parc Expo : 04.77.45.55.45
- L'exposant ou son représentant est tenu d'être présent sur son stand terminé, lors de cette visite. Il doit tenir à la disposition du chargé de sécurité tout renseignement concernant les installations et les matériaux utilisés. En cas d'avis défavorable du chargé de sécurité au regard d'un exposant, il ne pourra lui être distribué ni électricité, ni d'autres fluides (Art. T8).

2 - NOTIONS SUR LE COMPORTEMENT AU FEU DES MATÉRIAUX

2-1 Tenue au feu des matériaux

- Tous les matériaux (décoration, mobilier, tribune,...) utilisés pour la manifestation doivent répondre aux articles AM du Règlement de Sécurité du 25 juin 1980 modifié (M0, M1, M2, M3, M4). Exemple : Verre, plâtre : Tenue au feu M0
- Contreplaqué (épaisseur > ou = 18 mm) : Tenue au feu M3
- Contreplaqué (épaisseur < 18 mm) : Tenue au feu M4.
- La liste des commerçants spécialisés dans ces matériaux est disponible auprès de : GROUPEMENT TECHNIQUE NON FEU • SÉCUROFEU (Coordonnées disponibles auprès de notre chargé de sécurité)
- Tous les matériaux constituant les stands, ainsi que la décoration générale, doivent faire l'objet d'un certificat de réaction au feu qui doit être remis au chargé de sécurité avant le début de la manifestation.
- Il existe un procédé pour avoir ou améliorer une tenue au feu d'un matériau donné : l'ignifugation.
- Les coordonnées des Applicateurs Agréés peuvent être obtenues auprès des : GROUPEMENT TECHNIQUE FRANÇAIS D'IGNIFUGATION (Contacter notre chargé de sécurité)

2-2 Procès-verbaux ou certificats d'homologation

Seuls les labels de qualité, les Procès-Verbaux ou Certificats de Laboratoires agréés, attestent la garantie du classement cité.

De même, les Applicateurs Agréés d'ignifugation devront délivrer un Certificat Obligatoire d'Homologation. Ces documents seront exigés par le chargé de sécurité et devront concerner les matériaux utilisés pour la manifestation citée. Pour les exposants étrangers, une équivalence en français devra être fournie. Ces procès-verbaux (véhucms, moquette...) devront être en possession des monteurs dès leur arrivée.

3 - CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENTS DES STANDS, PODIUMS, ESTRADES, GRADINS OU AUTRES

En aucune façon, les aménagements spécifiques à la manifestation ne peuvent porter atteinte à la sécurité de l'établissement et aux moyens de sécurité qu'il comporte. Il en est tout particulièrement ainsi du positionnement des stands, de la configuration des allées, qui ne doivent gêner ni la visibilité ni l'accès aux portes de sortie ainsi qu'aux moyens de secours, quels qu'ils soient, de lutte contre l'incendie.

De plus, chaque exposant s'engage à respecter les limitations de stand sans empiéter d'aucune façon sur le stand voisin ni dans l'allée de circulation publique.

3-1 Structures, ossatures et ponts de lumière

- Les cloisons de stand ainsi que tous les matériaux constituant les stands ou la décoration doivent faire l'objet d'un certificat de réaction au feu M3.
- Les podiums et ponts de lumière doivent être conformes aux normes en vigueur : solidité, garde-corps et merci de préparer une attestation de montage.

3-2 Véhucms, faux-plafonds, plafonds

Si l'organisation accepte ceux-ci, ils devront être :

- en matériau classé M1
- munis de systèmes d'accrochage pour éviter toute chute sur le public.
- Si la surface couverte de ces stands est supérieure à 50 m², ils devront être munis d'extincteurs appropriés servis par un Agent de Sécurité qualifié, en présence du public.

3-3 Revêtements horizontaux, verticaux et décorations

- Les revêtements au sol devront être en matériau classé M4 et solidement fixés.
 - Pour des podiums, gradins ou estrades (hauteur > 0,30 m, surface > 20 m²), ils devront être en matériau classé M3.
 - Les revêtements des cloisons verticales devront être en matériau classé M2.
- IMPORTANT : PAPIERS, TEXTILES ET PRODUITS NON CONFORMES SONT STRICTEMENT INTERDITS.**
- Les éléments de décoration (panneau publicitaire de surface > 0,50 m², guirlande,...) doivent être réalisés en matériau classé M2.
 - N.B. : Ces restrictions ne s'appliquent pas aux stands spécifiques de la décoration intérieure.

3-4 Installation de gaz

- Les bouteilles de gaz butane et propane (de 13 kgs avec détendeur) sont autorisées à raison de : 1 bouteille/10 m² de stand avec un maximum de 6.
- Elles doivent être séparées mécaniquement ou éloignées entre elles de 5 mètres au moins.
- Aucune bouteille vide ou pleine non raccordée ne doit être stockée à l'intérieur du bâtiment.
- Les tuyaux souples ou rigides de raccordement doivent être conformes aux normes en vigueur (date limite d'utilisation).

3-5 Installations électriques

- Toute installation sur le stand doit être réalisée avec le plus grand soin en respectant les normes en vigueur.
- Les dispositifs de coupure électrique obligatoires, doivent être en permanence visibles et accessibles qu'au personnel du stand et de l'Organisation.
- Tout boîtier, armoire, câble électrique, ne doivent être en aucun cas à la portée du public.
- Les circulations et les parties du stand accessibles au public ne doivent pas être entravées par les câbles d'alimentation électrique : ils doivent être recouverts efficacement.
- Tout matériel utilisé doit être conforme avec les normes françaises ou européennes.
- Désormais, si les boîtiers multiples et adaptateurs sont autorisés, les multiprises ainsi que les barres de connexion sont interdites.

4 - STANDS PARTICULIERS

4-1 Chapiteaux et tentes

- Les chapiteaux et toiles de tente installés dans ces établissements doivent être conformes aux dispositions visant les Établissements recevant du Public de type C.T.S. (Arrêté du 23.01.85).
- Chaque exposant devra fournir l'extrait de registre du chapiteau ainsi que l'attestation de montage avant le début de la manifestation.

4-2 Appareils de cuisson

- L'utilisation de plaques de cuisson électrique ou gaz devra être conforme aux normes en vigueur (notamment tuyau gaz). De plus ces stands devront être équipés de protections efficaces afin d'éviter tous risques de brûlures du public au contact des surfaces chaudes.

4-3 Machines en fonctionnement

- Des dispositions communes à toutes les machines en fonctionnement visant à protéger le public contre les risques de blessures, brûlure, électrocution, sont à prendre :
 - les parties dangereuses (organes en mouvement, surfaces chaudes, pointues et tranchantes) des machines doivent être distantes de 1 m minimum du public ou bien protégées par un écran rigide.
 - si des matériels à vérins hydrauliques sont exposés en position statique haute, les sécurités hydrauliques doivent être complétées par un dispositif mécanique s'opposant à tout repliement intempestif.
 - tout matériel doit être correctement stabilisé pour éviter tout risque de renversement.

4-4 Véhicules à moteur (automobiles, camions)

- Réservoirs des moteurs à l'arrêt : vidés ou munis de bouchons à clés, cosses de batterie rendues inaccessibles.
- Présence obligatoire d'un extincteur à poudre sur chaque stand que vous fournissez.

4-5 : Appareils de chauffage

L'allumage d'un seul appareil de chauffage par stand est autorisé, sous réserve de respecter les consignes suivantes :

- Présence obligatoire d'un système permettant de neutraliser les fumées (boîte à eau).
 - Présence d'un extincteur à poudre 6kg (que vous fournirez).
 - Présence obligatoire d'une personne de votre stand pendant la mise en route et jusqu'à extinction.
 - Aucune bouteille, vide ou pleine, non raccordée ne doit être stockée sur votre stand (article T 31).
 - Protection du Public (article T 40) : « si des machines ou appareils sont présentés en évolution, une aire protégée doit mettre le public à un mètre au moins des machines ; cette distance peut être augmentée, après avis de la commission de sécurité, en fonction des risques » et protégée par un écran rigide (risque de brûlure).
 - Article T 45 : « l'emploi de l'acétylène, de l'oxygène, de l'hydrogène ou d'un gaz présentant les mêmes risques est interdit ».
- Si l'un de ces points n'est pas respecté, l'autorisation d'allumer vos appareils vous sera immédiatement refusée.

5 - MOYENS DE SECOURS - CONSIGNES D'EXPLOITATION

- Des extincteurs ou RIA sont mis en place par le propriétaire du bâtiment. Ils doivent être libres d'accès en permanence.
- L'Organisateur et Le Chargé de Sécurité de la Manifestation pourront demander à l'Exposant (d'un stand à risque particulier) d'équiper son stand d'extincteur approprié et vérifié annuellement. Exemple : "Point Chaud" (cuisine, réchaud à gaz,...) etc...

6 - STATIONNEMENT DES VÉHICULES

Le stationnement des véhicules est uniquement autorisé pour les phases d'installations/désinstallations des manifestations. Lors de l'ouverture au public, aucun véhicule n'est autorisé à stationner à proximité des bâtiments. Les exposants devront utiliser les parkings qui leur seront réservés. Les véhicules ne sont pas autorisés à l'intérieur des bâtiments.

7 - RESPONSABILITÉS

L'Administration de la Foire ne peut être responsable que des installations lui appartenant et mises à disposition des Exposants, lesquels restent entièrement responsables de toutes leurs installations ainsi que les exploitants d'activités annexes (restauration, cafétéria, bureaux...) qui sont responsables de l'application des règles de sécurité propres à leurs activités.

RÉCÉPISSÉ DU CAHIER DES CHARGES DE SÉCURITÉ

À NOUS RETOURNER DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ

75^{ème} FOIRE DE SAINT-ÉTIENNE - DU 20 AU 30 SEPTEMBRE 2024

NOM DU STAND / RAISON SOCIALE DE L'EXPOSANT

NOM DU RESPONSABLETÉLÉPHONE

AYANT PRIS CONNAISSANCE DU CAHIER DES CHARGES DE SÉCURITÉ DE LA MANIFESTATION, JE M'ENGAGE À LE RESPECTER. DE PLUS, VOICI DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'UTILISATION ÉVENTUELLE DE MACHINES OU APPAREILS EN FONCTIONNEMENT SUR MON STAND.

Ce document doit parvenir à l'Organisateur au plus tard 30 jours avant la manifestation avec la notice technique.

Risque nécessitant ce document (cocher la case correspondante):

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Moteur thermique ou à combustion | <input type="checkbox"/> Source d'énergie électrique supérieure à 100 KWA |
| <input type="checkbox"/> Gaz propane | <input type="checkbox"/> Source radioactive |
| <input type="checkbox"/> Générateur de fumée | <input type="checkbox"/> Rayons X |
| <input type="checkbox"/> Gaz liquéfiés | <input type="checkbox"/> Laser |
| <input type="checkbox"/> Autres gaz dangereux | <input type="checkbox"/> Autres cas non prévus |
| <input type="checkbox"/> Liquide inflammable (hors réservoir de véhicule) | |

Préciser la nature et la quantité du risque, le type de matériel, ainsi que le mode d'utilisation :

Mon stand ne comporte aucun risque

IMPORTANT

Les matériels présentés en fonctionnement doivent soit comporter des écrans ou carters fixés et bien adaptés, mettant hors de portée du public toute partie dangereuse, soit être disposés de façon que les parties dangereuses soient tenues hors de portée du public, et à tout le moins à une distance de un mètre des circulations générales. Les démonstrations sont réalisées sous l'entière responsabilité de l'exposant.

À

DATE

CACHET

SIGNATURE

À nous retourner dûment complété et signé

FOIRE DE SAINT-ETIENNE 2024

L'exposant s'engage à :

1. Respecter en tous points les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de :

Publicité des prix : affichage obligatoire des prix, annonces de réduction et, le cas échéant, délivrance de notes.

Crédit (application de la loi Scrivener) : dans le cadre de la vente à crédit, le consommateur bénéficie de 14 jours de délai de réflexion. Il reçoit, lors de la vente à crédit, un document (offre de crédit) avec bon de rétractation.

Loi HAMON : obligation de l'affichage de la loi Hamon, indiquant que le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour tout achat effectué lors de l'évènement.

Loyauté des transactions :

- Respect de l'étiquetage, d'information sur les caractéristiques des produits,
- Présentation ne prêtant pas à confusion ou tromperie.

L'exposant présentant des meubles indiquera, en plus du prix sur le meuble et sur le bon de commande :

- Les matières ou essence utilisées (la mention « boismassif » lorsque le meuble comporte des éléments essentiels en bois de plaquage, est mensongère)
- La nature de la définition.
- Les dimensions.
- La mention « à monter soi-même » si les meubles sont fournis démontés.

D'hygiène alimentaire (pour les commerces concernés)

Droit du travail et de la Sécurité Sociale.

2. Ne présenter sur son stand que les produits énumérés dans sa demande de participation.

Tout document remis aux visiteurs, tel que carte commerciale, bon de commande, etc... devra comporter l'enseigne du stand ou la raison sociale de l'exposant figurant sur la demande de participation.

3. Ne pas pratiquer de remise illusoire.

En cas d'annonce de remise chiffrée, le prix de référence doit être le prix le plus bas pratiqué au

cours des 30 jours précédant la publicité. Les annonces « prix foire » et « offre exceptionnelle » doivent correspondre à des avantages réels par rapport aux prix habituellement pratiqués.

4. Pouvoir justifier du bien fondé de toute insertion de type publicitaire concernant notamment les qualités ou aptitudes de l'exposant ou du fabricant.

Ainsi les exposants qui veulent faire état de leur qualité « d'artisan » ou qui indiqueront « prix usine » devront en apporter la preuve et ne vendre que des produits de leur fabrication.

5. Accueillir agréablement le visiteur : amabilité, courtoisie sur le stand, sourire.

6. Ne pas interpeller les clients dans les allées (racolage).

7. Être présent en permanence sur le stand, de l'ouverture à la fermeture de l'évènement.

8. Limiter la présence des commerciaux présents simultanément sur le stand, au nombre de badges prévu suivant la surface d'exposition.

9. Indiquer très clairement les conditions de vente et d'exécution du service après-vente :

Le vendeur met à la disposition de l'acheteur son adresse et les conditions d'exercice du service après-vente.

Le bulletin de commande sera exempt de toutes clauses abusives relatives au caractère terme et définitif pour toute vente au comptant.

10. Respecter le délai de livraison indiqués lors de la commande.

Nom et prénom du signataire :

Date et cachet de société :

CONTRAT DE PARTICIPATION (1)

Conditions Générales de Vente applicables à compter du 1^{er} janvier 2021

DÉFINITIONS -

Conditions générales de vente ou CGV : présentes conditions générales définissant les droits et obligations de l'Organisateur et des Exposants dans le cadre de l'organisation et du déroulement de la Manifestation.

Contrat : regroupe (i) la demande de participation acceptée par l'Organisateur et le Devis associé (ii) les présentes Conditions générales de vente, (iii) les documents visés à l'article 1 ci-dessous ainsi que (iv) les éventuelles conditions particulières ou demandes de prestations de services complémentaires, agréées entre les Parties.

Devis : proposition commerciale de prestations de services de l'Organisateur à l'Exposant faisant l'objet d'un descriptif et d'une tarification au cas par cas.

Dossier de participation : dossier retourné par l'Exposant souhaitant participer à la Manifestation, et comprenant notamment le Devis ainsi que les présentes Conditions générales de vente.

Espace Exposant : espace sur le site internet de la Manifestation, contenant diverses informations réservées aux Exposants.

Guide de l'Exposant : dossier remis à l'Exposant dont la participation a été admise par l'Organisateur, contenant diverses informations réservées aux Exposants.

Exposant : toute personne physique et / ou morale ayant conclu avec l'Organisateur le Contrat pour bénéficier de prestations de services dans le cadre de la Manifestation considérée.

Organisateur : l'Organisateur de la Manifestation, à savoir la société SAINT-ETIENNE EVENEMENTS, forme juridique : SAS au capital de 50 000 euros, immatriculée au RCS de St-Etienne sous le numéro 844 935 957, dont le siège social est situé 23, rue Ponchardier 42100 Saint-Etienne.

Manifestation : toute Manifestation, événement ou opération publique organisée par l'Organisateur se déroulant au sein du Site et/ou via une plateforme numérique, telle que salon, foire, congrès ou exposition.

Prestations de services : prestations de services, produits loués et/ou achetés par l'Exposant auprès de l'Organisateur, telles que détaillées dans le Devis et, le cas échéant, dans d'éventuels bons de commande de prestations de services ultérieurs.

Site : désigne le Parc des Expositions exploité par l'Organisateur et au sein duquel se tient la Manifestation

PRÉAMBULE

L'Exposant et l'Organisateur (ci-après individuellement ou collectivement « Parties(s) ») se sont rapprochés pour définir et arrêter les termes et conditions de la demande de participation formulée par l'Exposant auprès de l'Organisateur.

A l'issue de leurs discussions, l'Exposant et l'Organisateur sont convenus de collaborer aux conditions définies ci-après. A ce titre, le Contrat se substitue à tout autre document échangé préalablement entre les Parties.

Dans ce contexte, l'Exposant d'une part et l'Organisateur d'autre part déclarent avoir reçu l'ensemble des informations nécessaires à leurs engagements et avoir également parfaitement compris et accepté leurs engagements aux termes dudit Contrat.

A ce titre, l'Exposant reconnaît que ses obligations essentielles au titre du Contrat sont les suivantes :

(i) transmettre toutes les informations et/ou éléments et/ou accomplir toutes les démarches nécessaires à la réalisation des Prestations de services par l'Organisateur,

(ii) procéder au paiement intégral du prix du Contrat, en respectant les échéances indiquées, en ce compris, le cas échéant, la participation aux assurances.

De son côté, l'Organisateur reconnaît que son obligation essentielle est d'effectuer, dans les délais et selon les standards de qualité requis, et dans le cadre d'une obligation de moyens, les Prestations de services convenues et détaillées dans le Devis et, le cas échéant, les bons de commande de Prestations de services complémentaires.

ARTICLE 1 - COMMANDE DE PRESTATIONS DE SERVICES

1.1 Les demandes de participation sont effectuées sur des formulaires spéciaux sur support papier ou électronique dédiés à chaque Manifestation. Elles sont complétées et signées par les Exposants eux-mêmes. Quand la demande de participation émane d'une personne morale, mention est faite de sa forme juridique, de son capital et de son siège social. Elle est signée par les représentants légaux ou par toute personne physique réputée avoir tous pouvoirs à cet effet. Le Contrat est ferme et définitif et l'Exposant est engagé à payer le montant du Contrat dès réception par l'Organisateur du Dossier de participation retourné signé par l'Exposant ; sous réserve d'un éventuel refus dûment justifié de l'Organisateur tel que visé à l'article 3 ci-après. Lorsque la demande de participation est réalisée sous format électronique, elle est complétée et signée selon les modalités prévues à l'article 1.2 du des CGV ci-après. Elle est ferme et définitive sous réserve d'un éventuel refus dûment justifié de l'Organisateur tel que visé à l'article 3 ci-après.

Toute demande de participation implique l'entière adhésion de l'Exposant :

- au présent Contrat,
- au cahier des charges de sécurité – règlement intérieur du lieu accueillant la Manifestation,
- aux règlements techniques spéciaux figurant dans l'Espace Exposant et/ou dans le Guide de l'Exposant (règlement d'accès au Site, process déchets, etc.).

Le Contrat est ainsi composé de l'ensemble des documents susvisés ainsi que de toutes dispositions d'ordre public applicables aux Manifestations organisées en France. L'Exposant s'engage également à respecter toute disposition nouvelle que l'Organisateur lui signifierait, même verbalement, si les circonstances ou l'intérêt de la Manifestation l'exigent.

1.2 - COMMANDE DE PRESTATIONS DE SERVICE SUR UN SUPPORT ÉLECTRONIQUE

Dans le cas où l'Exposant réalise sa demande de participation sur un support électronique, il doit se connecter à son Espace Exposant avec l'identifiant et le mot de passe qui lui auront été précédemment communiqués via courriel par l'Organisateur. Une fois connecté à son Espace Exposant, l'Exposant accède à l'interface lui permettant de réaliser et de compléter sa demande de participation.

Après avoir renseigné l'ensemble des informations requises, l'Exposant accède à une page contenant le récapitulatif de sa demande de participation, les modalités de versement de l'acompte et le contenu du Contrat. L'Exposant reconnaît prendre pleinement connaissance et valider les dispositions du Contrat préalablement à la validation de sa demande de participation en cliquant sur la case ou mention prévue à cet effet. L'Exposant étant informé qu'en cliquant sur cette case ou mention, il est réputé signer et accepter, sans réserve, le Contrat qui est ferme et définitif, sous réserve d'un éventuel refus dûment justifié de l'Organisateur tel que visé à l'article 3 ci-après. A la suite de la validation de sa demande de participation, l'Exposant reçoit un courriel venant confirmer la prise en compte et le traitement de sa demande de participation par l'Organisateur, ainsi que le récapitulatif de cette demande et contenant un exemplaire du Contrat au format PDF.

ARTICLE 2 - EXPOSANT & CO-EXPOSANT

2.1 A l'appui de sa demande de participation, l'Exposant est tenu de remettre une «attestation» de marques ou de modèles signée, le cas échéant s'il est importateur ou agent de fabrique considéré comme un intermédiaire, par chacune des firmes dont les produits ou matériels seront exposés. Des formulaires spéciaux sont à demander à l'Organisateur. L'Organisateur se réserve le droit de contrôler la conformité du type de matériel ou produit exposé par rapport à la nomenclature prévue dans la demande de participation. Si l'un des recommandations ci-dessus n'est pas suivie, l'Organisateur sera contraint de prendre des mesures pouvant aller jusqu'à la fermeture de l'emplacement répréhensible et la résiliation du Contrat.

2.2 Lorsque cela est autorisé par l'Organisateur dans le Dossier de participation, tout Exposant qui participe à une Manifestation sur l'emplacement d'un autre Exposant, même de façon ponctuelle, doit officialiser sa présence auprès de l'Organisateur, en remplissant une demande de participation et en souscrivant un Contrat avec l'Organisateur selon les modalités visées aux présentes. Un droit d'inscription et les frais d'assurance lui seront facturés. Ce Contrat offrira tous les avantages inhérents à tout Exposant reconnu (inscription au guide, assurance...). En outre, le co-Exposant devra se conformer à l'obligation de laisser sur son emplacement son matériel pendant toute la durée de la Manifestation, aucune sortie de matériel n'étant admise. L'Exposant principal peut accueillir un co-Exposant à condition que la surface minimum attribuée à chaque Exposant sur le même emplacement soit $\geq 9m^2$ (ex : 1 co-Exposant, si surface de stand $\geq 18m^2$; 2 co-Exposants, si surface de stand $\geq 27m^2$), sauf indication contraire dans l'Espace Exposant de la Manifestation concernée.

2.3 Pendant la durée de la Manifestation, dans l'enceinte et aux abords immédiats de celle-ci, tout Exposant s'interdit tout acte ou comportement constitutif de parasitisme ou de concurrence déloyale au regard de la Manifestation et/ou de ses Exposants et/ou Partenaires. L'Organisateur se réserve par ailleurs le droit de refuser l'accès ou de faire expulser, de manière provisoire ou définitive, tout Exposant dont le comportement porterait atteinte à la tranquillité ou à la sécurité de la Manifestation, de l'Organisateur et/ou des autres Exposants et/ou visiteurs.

ARTICLE 3 - CONTRÔLE DES RÉSERVATIONS, ADMISSIONS OU REFUS

L'Organisateur statue à toute époque y compris après la réception de la demande de participation telle que visée à l'article 1 ci-dessus sur les refus ou les admissions, sans recours. Une demande de participation peut donc être refusée par l'Organisateur qui justifiera son refus, eu égard notamment aux dispositions des articles 2 et/ou 9 ci-après et/ou, le cas échéant, au regard de l'adéquation de l'offre de l'Exposant avec le positionnement stratégique de la Manifestation. Les emplacements sont remis en commercialisation pour chaque nouvelle édition ; nul Exposant ne peut donc se prévaloir d'avoir bénéficié d'un emplacement spécifique lors des éditions précédentes, afin de le demander à nouveau. Par ailleurs, l'Exposant dont la demande de participation aura été refusée conformément aux dispositions du présent article ne pourra se prévaloir du fait qu'il a été admis aux Manifestations précédentes, pas plus qu'il ne pourra arguer que son adhésion a été sollicitée par l'Organisateur. Le refus par l'Organisateur de la participation de l'Exposant ne pourra donner lieu au paiement d'aucune indemnité autre que le remboursement des sommes versées à l'Organisateur à l'exclusion des frais d'ouverture de dossier qui resteront acquis à cette dernière. Les conséquences d'une défection sont définies au présent Contrat.

ARTICLE 4 - LIEU

Si les circonstances l'exigent et notamment en cas de force majeure, l'Organisateur de la Manifestation se réserve à tout moment le droit de modifier le(s) lieu(x) de la Manifestation, tout en restant dans la même zone de chalandise de la Manifestation, sans que cela ne remette en cause la validité du Contrat. Le(s) nouveau(x) lieu(x) de la Manifestation sera(ont) choisi(s) le plus en amont possible, et en tenant compte le mieux possible des contraintes de l'ensemble des parties prenantes (Organisateur, Exposants, sponsors, visiteurs, etc.).

ARTICLE 5 - SANCTION EN CAS D'INEXÉCUTION DU CONTRAT

5.1 - EXCEPTION D'INEXÉCUTION - Conformément aux dispositions des articles 1219 et suivants du Code civil, l'exécution du Contrat pourra être suspendue par l'une ou l'autre des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie de l'une quelconque de ses obligations essentielles, après l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai visé aux termes de ladite lettre. Tous les coûts résultant de la reprise de l'exécution du Contrat par l'une ou l'autre des Parties seront facturés sur justificatifs à la Partie défaillante. A l'issue de ce délai, si aucune modification n'est intervenue permettant la reprise de l'exécution du Contrat, celui-ci sera automatiquement résolu aux torts de la Partie défaillante. Cette résiliation sera notifiée à cette dernière par l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

5.2 - RÉSILIATION DU CONTRAT - Il est expressément convenu entre les Parties que les manquements aux obligations essentielles de chacune des Parties telles que visées au préambule ci-dessus pourront entraîner la résiliation du Contrat après mise en demeure de la Partie défaillante adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée infructueuse. La résiliation sera notifiée à cette dernière par l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée avec demande d'avis de réception et elle prendra effet immédiatement. Dans le cas où la résiliation est aux torts de l'Exposant : l'exercice de cette faculté de résiliation entraînera le règlement à réception de la facture par l'Exposant de l'intégralité des frais engagés – dûment justifiés mais ne pouvant être inférieurs à 10% du montant du Contrat - par l'Organisateur au titre de l'exécution du Contrat jusqu'à la date de résiliation, ainsi que d'une indemnité calculée de la façon suivante :

1/ résiliation entre la date de passation du Contrat et le 181^{ème} jour précédant la date d'ouverture de la Manifestation : 50 % du montant total du Contrat ;

2/ résiliation entre le 180^{ème} jour et 121^{ème} jour précédant la date d'ouverture de la Manifestation : 75 % du montant total du Contrat ;

3/ résiliation entre le 120^{ème} jour et la date d'ouverture de la Manifestation ou pendant la Manifestation : 100 % du montant total du Contrat.

Dans le cas où la résiliation est aux torts de l'Organisateur : celui-ci remboursera les acomptes versés sous déduction des sommes correspondant aux prestations correctement réalisées et dûment justifiées par l'Organisateur jusqu'à la date de résiliation seront dues par l'Exposant. En tout état de cause, la responsabilité de l'Organisateur sera limitée aux dispositions de l'article 33.3.

5.3 - EXÉCUTION FORCÉE - Compte tenu de la spécificité de la nature des Prestations de services considérées et du savoir-faire indispensable nécessaire à l'exécution des obligations de l'Organisateur au titre du Contrat, les Parties conviennent expressément d'exclure l'application des dispositions des articles 1221 et 1222 du Code civil.

ARTICLE 6 - REPORTS, ANNULATIONS, FORCE MAJEURE - COVID 19

6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En application des dispositions de l'article 1218 du Code civil, les obligations des Parties seront suspendues en cas de survenance d'un événement de force majeure. De convention expresse, sont assimilés à des cas de force majeure notamment les événements suivants : (i) guerre, émeute, incendie, grève, catastrophe naturelle, pénurie de matière première, épidémie, pandémie (incluant celle liée au COVID-19), grève des transports, fermeture administrative du Site prise par une autorité compétente disposant des pouvoirs en matière de sécurité ou de police nécessaires, même si les conditions légales et jurisprudentielles de la force majeure ne sont pas réunies ; (ii) menace avérée de terrorisme ou de commission d'un acte de terrorisme.

La Partie victime de l'événement de force majeure en avertira l'autre Partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception immédiatement lors de la survenance dudit événement et l'exécution de ses obligations sera alors suspendue.

(i) Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation sera suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résiliation du Contrat. En cas de poursuite du Contrat, l'Exposant règlera à l'Organisateur l'ensemble des frais exposés pendant la période de suspension du Contrat majoré de tous autres frais qui pourraient être générés à l'occasion de la reprise du Contrat et sur justificatifs.

(ii) Si l'empêchement est définitif, le Contrat sera résolu de plein droit et les Parties seront libérées de leurs obligations. La résiliation entraînera le règlement à réception de la facture de l'intégralité des frais internes et externes engagés par l'Organisateur au titre de l'exécution du Contrat jusqu'à la date de survenance de l'événement de force majeure.

Paraphez :

CONTRAT DE PARTICIPATION (2)

6.2 - REPORT OU ANNULLATION DE LA MANIFESTATION

Dans l'hypothèse où pour toute raison quelle qu'elle soit, y compris en cas de force majeure, l'Organisateur est amené à reporter ou annuler la Manifestation, les dispositions suivantes s'appliqueront, par dérogation aux dispositions de l'article 6.1 ci-dessus. Il est précisé que pour l'application des dispositions du présent article, les communications entre l'Organisateur et l'Exposant peuvent être effectuées par courrier postal ou électronique. Après l'annonce par l'Organisateur du report ou de l'annulation de la Manifestation, chaque Exposant bénéficiera d'un délai de 10 jours ouvrés pour faire part de sa décision. Sans réponse de la part de l'Exposant dans les délais indiqués, l'Organisateur se réserve la possibilité de choisir l'option à appliquer.

6.2.1 - Si la Manifestation est reportée (le « report » étant entendu d'une nouvelle date se situant au plus tard dans les 12 mois de la date précédemment annoncée) :

- CAS 1 : Dans l'hypothèse où l'Exposant accepte le report : son Contrat est automatiquement décalé à la nouvelle date. Le montant du Contrat reste dû dans son intégralité, chaque Partie conservant à sa charge ses propres coûts liés au changement de date.

- CAS 2 : Dans l'hypothèse où l'Exposant n'accepte pas le report de sa participation (quelle que soit la raison de ce refus, y compris en cas de force majeure l'affectant), il pourra exercer l'une des deux options suivantes :

• **Option 1** : bénéficier d'un avoir sur une prochaine manifestation organisée par l'Organisateur, correspondant aux sommes déjà versées par l'Exposant en exécution du Contrat ;

• **Option 2** : les sommes déjà réglées par l'Exposant lui seront intégralement remboursées. Ce remboursement s'effectuera sous réserve d'une débite équivalente à 20 % du montant du Contrat destinée à couvrir une partie des frais engagés par l'Organisateur, si l'annonce du report est effectuée moins de 30 jours avant la date initiale de la Manifestation.

6.2.2 - Si la Manifestation est annulée, l'Exposant pourra exercer l'une des deux options suivantes :

• **Option 1** : bénéficier d'un avoir sur une prochaine manifestation organisée par l'Organisateur, correspondant aux sommes déjà versées par l'Exposant en exécution du Contrat ;

• **Option 2** : les sommes déjà réglées par l'Exposant lui seront intégralement remboursées. Ce remboursement s'effectuera sous réserve d'une débite équivalente à 20 % du montant du Contrat destinée à couvrir une partie des frais engagés par l'Organisateur, si l'annonce de l'annulation est effectuée moins de 30 jours avant la date initiale de la Manifestation.

Si la Manifestation fait l'objet de plusieurs reports successifs, est entendue comme « date initiale » la date annoncée lors du report précédent.

Si seule la partie « physique » de la Manifestation est reportée ou annulée, les conditions ci-dessus s'appliquent uniquement à la partie du montant du Contrat liée à la présence physique de l'Exposant sur la Manifestation.

ARTICLE 7 - IMPRÉVISION

L'Exposant et l'Organisateur conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'EXPOSANT

Le fait de conclure un Contrat avec l'Organisateur entraîne l'obligation d'occuper l'emplacement attribué par l'Organisateur, dans les délais prescrits par ce dernier dans l'Espace Exposant/Guide de l'Exposant ainsi que de laisser celui-ci installé jusqu'à la clôture de la Manifestation. Il est formellement interdit aux Exposants de procéder à l'emballage ou à l'enlèvement de leurs matériels avant la clôture de la Manifestation. D'une manière générale, l'Exposant doit se conformer strictement aux réglementations en vigueur, ainsi qu'à toute autre réglementation qui lui serait ajoutée ou substituée et notamment la réglementation en matière de propriété intellectuelle, sous-traitance, d'hygiène, de sécurité et travail clandestin. La passation du Contrat emporte soumission aux mesures d'ordre et de police qui seraient prescrites tant par les autorités que par l'Organisateur. Toute infraction quelconque aux documents contractuels tels que visés à l'article 1 ci-dessus, comme à toute autre disposition visée ci-dessus et à toute autre disposition qui s'imposerait légalement à l'Exposant, pourra entraîner l'exclusion immédiate de plein droit, temporaire ou définitive de l'Exposant sans aucune indemnité, ni remboursement des sommes versées, sans préjudice de tout dommage et intérêt pour l'Organisateur. L'Organisateur décline toute responsabilité sur les conséquences dues à l'inobservation des documents contractuels et/ou de la réglementation en vigueur. Cette exclusion pourra être valable aussi bien pour la durée de la Manifestation que pendant toute autre manifestation ultérieure organisée par SAINT-ETIENNE EVENEMENTS, si la gravité de l'infraction le justifie.

Les Exposants sont tenus d'être présents dans le cadre de la Manifestation de manière conforme à la catégorie professionnelle à laquelle leurs échantillons les rattachent. Ils ne peuvent exposer que les produits pour lesquels ils ont fait leur demande de participation. Ils ne peuvent distribuer que des catalogues et prospectus exclusivement relatifs aux objets qu'ils exposent.

ARTICLE 9 - NOMENCLATURE / ÉCHANTILLONS OU OBJETS ADMIS

L'Exposant expose sous son nom ou sa raison sociale. Il ne peut présenter sur son emplacement, sous peine d'exclusion et/ou de résiliation du Contrat, que les matériels, produits ou services énumérés dans le Dossier de participation et acceptés par l'Organisateur comme répondant à la nomenclature de la Manifestation. Il ne peut faire de publicité sous quelque forme que ce soit pour des tiers non-Exposants ou pour les produits de ces tiers qu'à condition d'y avoir été expressément autorisé par ces derniers. A cet effet, il devra produire, à l'occasion de l'envoi à l'Organisateur du Dossier de participation, l'attestation spécifique qui lui a été délivrée par les tiers. Il appartient à l'Exposant de prendre toutes les dispositions pour que ses colis lui soient livrés en temps utile.

ARTICLE 10 - ÉCHANTILLONS INTERDITS

Les matières explosives, les produits détonants et en général toutes les matières dangereuses ou nuisibles sont strictement interdits, sauf autorisation préalable expresse de l'Organisateur. L'Exposant qui les aurait amenés dans son stand, sans autorisation préalable expresse, sera contraint de les enlever sans délai, sur simple demande de l'Organisateur, faute de quoi ce dernier procédera lui-même à cet enlèvement aux frais de l'Exposant, à ses risques et périls, sans préjudice des poursuites qui pourraient lui être intentées. L'installation ou le fonctionnement de tout objet et appareil susceptibles de gêner de quelque façon que ce soit les autres Exposants et/ou l'Organisateur sont rigoureusement interdits.

ARTICLE 11 - INTERDICTION DE CESSION TOTALE OU PARTIELLE

L'emplacement attribué à un Exposant doit être occupé par ce dernier. La cession de tout ou partie d'un emplacement sous une forme quelconque est formellement interdite sous peine de fermeture immédiate de l'emplacement et de la résiliation anticipée de plein droit du Contrat par l'Organisateur.

ARTICLE 12 - PROSPECTUS, HAUT-PARLEURS, RACOLAGE

La distribution de prospectus ne peut être faite qu'à l'intérieur des emplacements attribués à chaque Exposant, sauf prestation spécifique complémentaire de communication achetée ou autorisation expresse de l'Organisateur. Le racolage et la publicité par haut-parleur, de quelque façon qu'ils soient pratiqués, sont rigoureusement prohibés. Les annonces sonores de la Manifestation sont réservées aux informations de service intéressant les Exposants et les visiteurs. Les annonces publicitaires ou à caractère personnel ne sont pas admises.

ARTICLE 13 - ENSEIGNES, AFFICHES, COMMUNICATION

13.1 - ENSEIGNES, AFFICHES - Il est interdit de placer des enseignes ou panneaux publicitaires à l'extérieur des emplacements en d'autres points que ceux réservés à cet usage et qui sont indiqués sur les dessins envoyés aux Exposants sur leur demande, sauf prestation spécifique complémentaire de communication achetée. Les placards ou affiches posés à l'intérieur de l'emplacement et visibles de l'extérieur devront porter le visa de l'Organisateur qui pourra les refuser si ces placards ou affiches présentent des inconvénients pour le bon ordre ou la bonne tenue de la Manifestation, ou encore sont en contradiction avec le caractère même ou l'objet de la Manifestation. La même consigne s'applique aux panneaux publicitaires mis à la disposition des Exposants dans l'enceinte de la Manifestation. En cas d'infraction, l'Organisateur fera enlever aux frais, risques et périls de l'Exposant et sans aucune mise en demeure préalable, les panneaux, enseignes ou affiches quelconques apposés au mépris du Contrat. L'Exposant s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

13.2 COMMUNICATION EN LIGNE - Afin d'optimiser la communication digitale relative à la Manifestation, l'Exposant s'engage à ne pas créer sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.) des pages « événement » relatives à sa présence sur la Manifestation, ou plus globalement à la Manifestation. L'Exposant est invité à relayer les pages « événements » créées par l'Organisateur.

13.3 COMMUNICATION GENERALE - En toute hypothèse, si avec l'accord de l'Organisateur, l'Exposant communique au sujet de la Manifestation sur des supports digitaux (sites internet, réseaux sociaux, applis ...) et/ou physiques (insertions, communiqués ...), il s'engage à respecter la charte graphique de la Manifestation, et tout autre instruction transmise par l'Organisateur relative à cette communication.

ARTICLE 14 - PHOTOGRAPHIES, FILMS, BANDES-SON

Les photographies, films vidéo, bandes-son réalisés par des professionnels dans l'enceinte du lieu recevant la Manifestation pourront être admis, sur autorisation écrite de l'Organisateur. Une épreuve ou une copie des supports devra être remise à l'Organisateur dans les quinze jours suivant la fermeture de la Manifestation. Cette autorisation pourra être retirée à tout moment et pour quelque raison que ce soit. L'Exposant autorise expressément l'Organisateur à utiliser toutes prises de vue représentant son emplacement (en ce compris toutes représentations de ses marques, logos, produits et animaux, sauf refus express notifié à l'Organisateur) effectuées au cours de la Manifestation, pour sa propre promotion exclusivement, et ce quel qu'en soit le support (en ce inclus les sites web exploités par l'Organisateur).

L'Exposant autorise ainsi l'Organisateur, qui se réserve le droit à titre de référence commerciale et pour les besoins de sa propre

promotion, à reproduire et diffuser tout ou partie (i) de son image (ii) des photographies et/ou vidéos représentant l'Exposant (y compris ses salariés, collaborateurs, représentants ou préposés) et son emplacement, (iii) le nom commercial et/ou la marque de l'Exposant sur tous supports matériels et dématérialisés notamment dans son catalogue groupe, sa brochure institutionnelle, sa documentation commerciale, ses parutions presse et publicitaires, ses sites Internet, ses pages créées sur les réseaux sociaux ou sur des applications smartphones et toutes autres formes/format de publication en France et à l'étranger pendant une durée de 5 (cinq) ans à compter de la date de la Manifestation.

A ce titre, l'Exposant déclare et garantit qu'il est le titulaire exclusif des droits attachés aux éléments visés ci-dessus et qu'il dispose donc de tous les droits et autorisations nécessaires à l'autorisation d'exploitation consentie à l'Organisateur, à défaut de quoi il est invité à en prévenir expressément l'Organisateur ou à le relever indemne de tous les recours qui pourraient être soulevés à l'occasion de l'exploitation des droits ci-dessus énumérés.

L'Exposant renonce à toute rémunération de ce chef comme à tout droit d'utilisation afférent aux actions de communication éventuelles des partenaires de la Manifestation. Les éventuels commentaires ou légendes accompagnant la reproduction ou la représentation des prises de vue ne devront pas porter atteinte à son image et/ou à sa réputation.

ARTICLE 15 - DONNÉES PERSONNELLES - CONFORMITÉ

15.1 TRAITEMENTS DE DONNÉES PERSONNELLES RÉALISÉS PAR L'ORGANISATEUR - Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement (UE) 2016/679 (RGPD), l'Organisateur, en qualité de responsable de traitement, est amené à effectuer des traitements sur les données personnelles renseignées par l'Exposant dans le cadre de sa demande de participation à la Manifestation.

La communication des données personnelles demandées dans ce cadre est obligatoire pour traiter la demande susvisée et conditionne ainsi sa prise en compte.

Les traitements réalisés sur les données personnelles ont pour finalités :

- A) La gestion et le suivi de la relation contractuelle ou précontractuelle (traitement des demandes de participation, de devis, des commandes, facturation, gestion des impayés et contentieux, gestion de la mise en œuvre du stand, publication de certaines données sur l'Espace Exposant) ;
- B) L'exploitation, le développement et la gestion des bases clients/prospects (envoi de newsletters, prospection commerciale, organisation de jeux concours, traitement des demandes d'exercice des droits, gestion des demandes de contact, organisation de rendez-vous d'affaires) ;
- C) L'amélioration et la personnalisation des services à l'égard de l'Exposant (réalisation de statistiques, réalisation d'enquêtes de satisfaction, gestion des abonnements aux newsletters) ;
- D) Le transfert de données personnelles à des partenaires de l'Organisateur dans le cadre d'une relation d'affaires (transferts) ;
- E) Le respect d'obligations légales.

La base juridique des traitements de données personnelles, dont la finalité entre dans les catégories susvisées, est :

- Pour la catégorie A) : l'exécution du Contrat ou l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de l'Exposant.
- Pour les catégories B) et C) : l'intérêt légitime que représentent pour l'Organisateur ces catégories.
- Pour la catégorie D) : le consentement de l'Exposant. Il peut être retiré à tout moment par la suite.
- Pour la catégorie E) : le respect d'obligations légales.

Les destinataires des données à caractère personnel sont les services concernés de l'Organisateur, ses partenaires ou des sociétés du groupe GL events Saint-Etienne Evénements (le cas échéant), et certains prestataires. Certains de ces destinataires peuvent être situés en dehors de l'Union Européenne. Lorsque cela a été nécessaire des garanties appropriées ont été prises, notamment par la mise en place de clauses types de protection des données adoptées par la Commission européenne.

L'Organisateur conserve les données personnelles pendant le temps nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées, conformément au règlement 2016/679 susvisé, pour le temps nécessaire à la réalisation d'obligations légales et/ou, lorsque l'Organisateur fait de la prospection commerciale, pour une durée maximale de trois ans à compter du dernier contact effectif avec le prospect/client sauf exceptions justifiées par un contexte particulier.

L'Exposant dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données le concernant, d'un droit à la portabilité de ses données, du droit de limiter les traitements effectués sur ses données ainsi que du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont il souhaite que soient exercés, après son décès, ses droits. L'Exposant est expressément informé qu'il dispose également d'un droit d'opposition au traitement de ses données personnelles pour des motifs légitimes, ainsi qu'un droit d'opposition à ce que ses données soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

Pour exercer ses droits, l'Exposant doit adresser un courrier à l'Organisateur précisant son nom, son prénom ainsi que l'adresse postale à laquelle il souhaite recevoir la réponse, à l'adresse suivante : GL events, Service DPO - Compliance, 59 quai Rambaud, 69 002 Lyon. France ou bien par courriel à l'adresse suivante : accueil@saint-etienne-evenements.com

L'Exposant peut introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Paraphez :

CONTRAT DE PARTICIPATION (3)

15.2 TRAITEMENTS DE DONNÉES PERSONNELLES RÉALISÉS PAR L'EXPOSANT

L'Exposant est entièrement et individuellement responsable des traitements de données à caractère personnel qu'il réalise. A ce titre, l'Exposant s'engage à respecter les obligations incombant à tout responsable de traitement et notamment à transférer à l'Organisateur, le cas échéant, des données à caractère personnel collectées conformément aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur.

En outre, l'Exposant garantit expressément l'Organisateur contre toutes plaintes, réclamations et/ou revendications quelconques de la part d'un tiers que l'Organisateur pourrait subir du fait de la violation, par l'Exposant, de ses obligations de responsable de traitement. L'Exposant s'engage à indemniser l'Organisateur de tout préjudice qu'il subirait et à lui payer tous les frais, indemnités, charges et/ou condamnations que l'Organisateur pourrait avoir à supporter de ce fait.

15.3 CODE DE CONDUITE DES AFFAIRES - Le Groupe GL events a mis en place un CODE DE CONDUITE DES AFFAIRES qui rappelle les valeurs défendues par le Groupe et définit les règles que le Groupe respecte et demande à ses partenaires de respecter. Ce Code est téléchargeable sur la page <https://www.gl-events.com/fr/ethique-conformite>. L'Exposant déclare en avoir pris connaissance et en accepter les termes.

15.4 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE Les Parties fondent leurs relations commerciales sur des principes de transparence et d'intégrité. SAINT-ETIENNE EVENEMENTS dispose d'un CODE DE CONDUITE - ANTICORRUPTION, téléchargeable sur la page <https://www.gl-events.com/fr/ethique-conformite>.

Conformément à ces principes, les négociations et les relations commerciales entretenues par les Parties ne donnent pas lieu à des comportements ou des faits de leur part ou de celle de leurs dirigeants, responsables ou employés pouvant être qualifiés de corruption ou de trafic d'influence. Au cours de leurs relations, les Parties se réservent le droit de se demander réciproquement les mesures qu'elles prennent afin de s'assurer que leurs représentants légaux, employés, sous-traitants, fournisseurs, agents, ou toute partie tierce qu'elles missionneraient se soumettent aux mêmes engagements et respectent les principes de transparence et d'intégrité. Le présent article constitue un engagement essentiel de la relation entre les Parties.

ARTICLE 16 - TENUE DES EMPLACEMENTS

La tenue des emplacements doit être impeccable. Les emballages en vrac, les objets ne servant pas à la présentation de l'emplacement, et le vestiaire du personnel doivent être mis à l'abri des regards des visiteurs. L'emplacement devra être occupé en permanence pendant les heures d'ouverture par une personne compétente. Les Exposants ne dégarneront pas leur emplacement et ne retireront aucun de leurs articles avant la fin de la Manifestation, même en cas de prolongation de celle-ci. Il est interdit de laisser les objets exposés recouverts pendant les heures d'ouverture de la Manifestation, les housses utilisées pour la nuit ne doivent pas être vues des visiteurs, mais rangées à l'intérieur des emplacements à l'abri des regards. L'Organisateur se réserve le droit de retirer ce qui recouvrirait les objets en infraction aux règlements de sécurité sans pouvoir être rendu, en aucune façon, responsable des dommages ou pertes qui pourraient en résulter. Toute personne employée à la Manifestation par les Exposants devra être correctement habillée, toujours courtoise et d'une parfaite tenue. Elle n'interpellerà ni n'ennuiera en aucune façon les visiteurs ou les autres Exposants.

ARTICLE 17 - UTILISATION - MODIFICATION DES EMPLACEMENTS - DÉGÂTS, PRIVATION DE JOUISSANCE

Les Exposants prennent les emplacements attribués dans l'état où ils se trouvent et doivent les maintenir dans le même état. L'attribution finale des emplacements revient à l'Organisateur, qui fait ses meilleurs efforts afin de tenir compte des souhaits exprimés par les Exposants, eu égard au positionnement stratégique de la Manifestation et des produits ou services considérés, ainsi qu'aux emplacements disponibles à la date de réception du Dossier de participation. Toute modification (aspect extérieur, numérotation, hauteur des structures livrées...) des emplacements est rigoureusement prohibée.

Les Exposants sont responsables des dommages causés par leur installation, personnel ou animaux aux matériels, aux bâtiments, aux arbres ou au sol occupé par eux et doivent supporter les dépenses des travaux de réfection. L'aménagement et l'équipement des emplacements par les Exposants doivent être réalisés conformément aux règles figurant dans l'Espace Exposant/Guide de l'Exposant, tenant notamment à la configuration des lieux et à l'application des dispositions du cahier des charges de sécurité. Les Exposants situés en extérieur sont tenus de soumettre à l'Organisateur les plans des constructions qu'ils voudraient faire édifier sur leurs emplacements. Si, par suite d'un événement fortuit ou indépendant de sa volonté, l'Organisateur est empêché de livrer l'emplacement concédé à un Exposant, ce dernier n'aura droit à aucune autre indemnité qu'au remboursement du prix de sa participation. Toutefois, aucun remboursement ne sera dû si l'Exposant a été mis par l'Organisateur en possession d'un autre emplacement.

L'Exposant devra prendre soin du matériel mis à sa disposition, sous peine de supporter le coût du remplacement du matériel détérioré. Les installations sont exécutées conformément au règlement de sécurité en vigueur. Les entreprises de décoration intérieure des stands n'ont pas qualité pour traiter ni exécuter les installations électriques.

L'Exposant informera l'Organisateur de l'ensemble des caractéristiques du matériel qu'il souhaite installer, à première demande.

En cas de non-respect des conditions précisées dans les pièces constitutives du Contrat par l'Exposant concernant l'apport et la mise en place d'aménagements supplémentaires, de matériels spéciaux, ou d'installations spéciales, l'Organisateur fera procéder d'office à l'enlèvement des éléments visés, aux frais, risques et périls de l'Exposant, sans préjudice de toute indemnité complémentaire que l'Organisateur pourrait lui réclamer.

Sécurité : Pendant toute la durée de la Manifestation, l'Exposant doit respecter et faire respecter par les personnes visitant son emplacement (visiteurs, prestataires, ...) sous sa responsabilité les dispositions traitant de l'organisation de la sécurité et plus généralement du déroulement de la Manifestation. L'Exposant doit être présent lors du passage de la commission de sécurité et pouvoir présenter tout document officiel (P.V. de classement...) qui serait demandé par celle-ci.

ARTICLE 18 - ENTREPRISES AGRÉÉES

Les entreprises agréées par l'Organisateur sont seules habilitées à effectuer les travaux, prestations de services et fournitures de matériels qu'elles soient obligatoires ou optionnelles dans le cadre de la Manifestation.

ARTICLE 19 - DISTRIBUTION DE FLUIDES ET D'ÉNERGIE

19.1 L'Organisateur, titulaire des compagnies et sociétés concessionnaires de la distribution des fluides et d'énergie, décline toute responsabilité en cas d'interruption de leur distribution quelle qu'en soit la durée.

19.2 Pour des raisons de sécurité, seules les personnes mandatées par l'Organisateur sont habilitées à intervenir sur les réseaux électriques de la Manifestation, ouvrir les coffrets et les armoires, lesquels doivent leur rester accessibles à tout moment tout en étant hors de portée du grand public. La fourniture de courant n'est pas garantie contre les micro-coupures et/ou coupures imputables au fournisseur d'électricité.

19.3 Accès internet /service Wifi

L'Exposant s'engage à utiliser le service internet/Wifi en se conformant à la législation en vigueur. L'Organisateur ne saurait être tenue en aucun cas d'une quelconque responsabilité au titre des messages, données, fichiers, contenus ou signaux émis et/ou reçus par l'Exposant dans le cadre du service internet/wifi mis à sa disposition par l'Organisateur, ainsi que de l'éventuel caractère illicite des sites et contenus visités, consultés ou mis en ligne par l'Exposant à l'occasion de l'utilisation de son service. En conséquence, l'Organisateur est garanti par l'Exposant de tous les dommages directs ou indirects, matériels ou immatériels causés du fait de l'utilisation par ce dernier du service internet/Wifi.

19.4 L'Exposant reconnaît être averti des risques de failles relatives à la sécurité et à la confidentialité des données et contenus envoyés et/ou reçus sur internet. L'Exposant est seul responsable des moyens de protection de la sécurité et de la confidentialité de ses données, contenus et applications dans le cadre de son utilisation du service internet et Wifi. De plus, toute connexion au service internet et Wifi en utilisant les identifiants attribués à l'Exposant est réputée effectuée par celui-ci.

ARTICLE 20 - ÉLIMINATION DES DÉCHETS

L'Organisateur se réserve le droit de répercuter tout ou une partie des charges, taxes et contraintes en application de la réglementation en vigueur. L'Organisateur s'engage également à sensibiliser les Exposants à l'intérêt qu'ils ont à gérer leur production de déchets.

ARTICLE 21 - HORAIRES, ACCÈS ET CIRCULATION

Les emplacements sont accessibles aux Exposants et aux visiteurs aux jours et heures précisés sur l'Espace Exposant/Guide de l'Exposant. Le courant électrique sera interrompu et la circulation à l'intérieur des halls formellement interdite aux Exposants après la fermeture de la Manifestation. L'Exposant devra se conformer aux conditions d'accès et de circulation aux locaux et espaces extérieurs du Site définies dans son règlement intérieur.

ARTICLE 22 - PARKING

Le cas échéant, la location des places de stationnement supplémentaires s'opère au moyen d'un formulaire spécial contenu dans l'Espace Exposant/Guide de l'Exposant qui en définit les droits et les obligations. Le stationnement a lieu aux risques et périls des propriétaires des véhicules, les droits perçus n'étant que des droits de stationnement et non de gardiennage.

ARTICLE 23 - STANDS DE RESTAURATION

Tout Exposant exerçant une activité de restauration doit se conformer à la réglementation en vigueur et faire une déclaration auprès des services sanitaires concernés (Direction Départementale de la Protection des Populations), ces derniers ayant droit de visite sur la Manifestation.

ARTICLE 24 - LIBÉRATION DES EMPLACEMENTS

Tous les Exposants doivent enlever leurs échantillons et agencements, mobilier et décoration immédiatement à compter de la fermeture de la Manifestation. L'Organisateur décline expressément toute responsabilité au sujet des objets et matériels laissés en place au-delà du délai fixé ci-dessus. L'Organisateur se réserve le droit de faire débarrasser l'emplacement d'office et à toute époque, aux frais, risques et périls de l'Exposant, le tout sans préjudice de tout dommage et intérêt en cas de sinistre causé par lesdits objets ou matériels.

ARTICLE 25 - ANNULATION, DÉFAUT D'OCCUPATION

Annulation - En cas d'annulation totale de la ou les commande(s) du fait de l'Exposant, pour quelque raison que ce soit (y compris en cas de force majeure), ce dernier est tenu au versement à l'Organisateur d'une indemnité calculée de la façon suivante :

1/ annulation entre la date de passation du Contrat et le 60ème jour précédant la date d'ouverture de la Manifestation : 50 % du montant total du Contrat ;

2/ annulation entre le 59ème jour et 30ème jour précédant la date d'ouverture de la Manifestation : 75 % du montant total du Contrat

3/ annulation entre le 29ème jour et la date d'ouverture de la Manifestation ou pendant la Manifestation : 100 % du montant total du Contrat.

Dans tous les cas, la demande d'annulation devra être notifiée par l'Exposant à l'Organisateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La date de réception figurant sur l'avis de réception fera foi entre les Parties.

Lorsqu'une demande d'annulation totale faite suite à un report ou une annulation de la Manifestation par l'Organisateur, les conditions de l'article 6.2 s'appliquent, par dérogation aux dispositions de cet article.

En cas d'annulation partielle de la commande par l'Exposant (réduction de surface et/ou annulation ou modification des prestations commandées), les pénalités détaillées ci-dessus s'appliqueront au prorata du montant correspondant à la surface et/ou aux prestations annulées. Ceci est valable y compris lorsque la Manifestation est modifiée ou reportée

Défaut d'occupation - Les stands ou emplacements non utilisés dans les délais prescrits dans l'Espace Exposant, seront réputés ne pas être occupés ; le Contrat sera alors résilié de plein droit et l'Organisateur pourra, de convention expresse, en disposer à son gré. Le montant total du Contrat (commande de Prestations de services et, le cas échéant, prestations supplémentaires) demeurera dû à l'Organisateur. Les présentes dispositions ne s'appliquent pas lorsque le défaut d'occupation fait suite à l'une des situations visées à l'article 6.2 du présent Contrat.

ARTICLE 26 - ASSURANCE OBLIGATOIRE

26.1 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE - L'Exposant doit être titulaire d'une assurance Responsabilité Civile professionnelle garantissant ses activités et les conséquences pécuniaires de tout dommage causé du fait d'un de ses salariés et/ou d'un de ses sous-traitants et/ou personnes/prestataires mandatés par lui et/ou causé par ses biens, meubles ou équipements.

L'Exposant s'engage à maintenir ces garanties et assurances pendant toute la durée du présent Contrat et en apporter la justification sur demande à l'Organisateur.

26.2 ASSURANCE DOMMAGE MATÉRIEL - Lorsqu'elle est proposée à l'Exposant, ce dernier souscrit obligatoirement à l'assurance dommage matériel garantissant ses biens pour une valeur jusqu'à 5 000 € (cinq mille euros), mise en place par l'Organisateur et figurant sur le formulaire de demande de participation. Au-delà de cette couverture, une garantie complémentaire pourra être demandée à l'Organisateur. En cas de dommages sur son matériel, l'Exposant et ses assureurs renoncent à tout recours contre l'Organisateur et ses assureurs. Les clauses, garanties, franchises et exclusions (notamment le vol) figurent dans le détail de la notice d'informations transmise à l'Exposant à première demande. Les conditions d'assurance pourront être modifiées en fonction des prescriptions des assureurs. Les éventuelles modifications seront acceptées par l'Exposant qui s'engage à ne pas les constituer comme de nature à pouvoir remettre en cause le Contrat. La période de garantie relevant de ladite assurance obligatoire couvre la durée d'exploitation de la Manifestation, jusqu'à la fermeture au public. En dehors de cette période, l'Organisateur décline toute responsabilité en cas de vol et/ou dégradations.

À défaut de proposer une telle assurance, l'Exposant devra souscrire auprès de l'assureur de son choix l'assurance dommage matériel garantissant ses biens pour une valeur ne pouvant être inférieure à 10 000€ (dix mille euros). En cas de dommages sur son matériel, l'Exposant et ses assureurs renoncent à tout recours contre l'Organisateur et ses assureurs. L'Exposant s'engage à maintenir ces garanties et assurances pendant toute la durée du présent Contrat et en apporter la justification sur demande à l'Organisateur. Dans le cas d'une assurance dommage matériel souscrite par l'Exposant comme exposé ci-avant, l'Organisateur décline toute responsabilité en cas de vol et/ou dégradations.

En tout état de cause, l'Organisateur exclut toute responsabilité pour des sinistres, en ce compris vol, perte, destruction, etc., concernant les effets et objets personnels de l'Exposant, notamment les ordinateurs portables, tablettes, téléphones et plus largement tous les appareils électroniques, les espèces et valeurs, ainsi que les objets d'art et de collection, les bijoux et fourrures, pierres précieuses, perles fines, horlogerie.

26.3 EMPLACEMENTS EN EXTÉRIEUR - La garantie prévue en article 26.2 ci-dessus n'est pas applicable aux emplacements situés en extérieur. L'Organisateur décline toute responsabilité en cas de vols, dégradations ou tout autre dommages matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que pourraient subir les matériels appartenant à l'Exposant ou étant sous sa garde, quelle que soit la nature des biens. À cet effet, l'Exposant et ses assureurs renoncent à tous recours contre l'Organisateur et ses assureurs, sur quelque fondement que ce soit. Il appartient par conséquent à l'Exposant d'assurer le matériel lui appartenant et/ou sous sa garde contre le vol, les dégradations ou tout autre dommages matériels ou immatériels, consécutifs ou non.

Paraphez :

CONTRAT DE PARTICIPATION (4)

ARTICLE 27 - NUISANCES

En raison du caractère personnel de l'accord le liant à l'Organisateur, l'Exposant se doit d'avoir une attitude conforme aux intérêts généraux de la Manifestation, notamment à l'égard des visiteurs et des autres participants. A ce titre, il s'engage en cas de litige ou de contestation avec l'Organisateur ou autres Exposants, à ne rien faire qui puisse nuire au bon déroulement de la Manifestation. Toute attitude nuisible au bon déroulement de la Manifestation et toute infraction aux dispositions des documents contractuels, pourront entraîner, à l'initiative de l'Organisateur, l'exclusion immédiate du contrevenant et la résiliation du Contrat.

ARTICLE 28 - PAIEMENT

L'acompte mentionné dans le Dossier de participation est dû lors de la commande de Prestations de services par l'Exposant à l'Organisateur telle que visée à l'article 1 ci-dessus, et des signature du Dossier de participation.

- Une commande de prestations techniques ne pourra être enregistrée que si toutes les factures antérieures sont intégralement soldées.
- Une commande de prestations techniques ne pourra être livrée à un Exposant n'ayant pas régularisé son solde.
- Si l'acompte ou le solde n'est pas réglé par l'Exposant dans les délais impartis, l'Organisateur se réserve la possibilité de résilier le Contrat et/ou de remettre en commercialisation l'emplacement initialement proposé à l'Exposant.

La(es) facture(s) mentionne(nt) la date à laquelle le paiement doit intervenir sans escompte.

Conformément aux dispositions de l'article 1223 du Code civil, toute réduction de prix sollicitée par l'Exposant en cas d'éventuelle défaillance de l'Organisateur à ses obligations contractuelles devra faire l'objet d'une acceptation préalable expresse de l'Organisateur.

Tout retard dans le paiement des sommes dues à la date d'échéance, à quelque titre que ce soit, par l'Exposant quelle qu'en soit la cause, rendra exigible (après une mise en demeure préalable) le paiement d'un intérêt de retard calculé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente, majoré de dix (10) points de pourcentage sans toutefois que ce taux ne puisse être inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur à cette date en fonction de la date d'échéance, le taux BCE applicable pendant le premier semestre de l'année concernée sera le taux en vigueur au 1^{er} janvier de l'année et celui applicable pendant le second semestre sera le taux en vigueur au 1^{er} juillet de l'année). L'Exposant sera également redevable de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les transactions commerciales prévues aux articles L.441-10 et D.441-5 du Code de commerce, ainsi que sur justificatifs, de toute indemnité complémentaire.

ARTICLE 29 - VENTE AUX PARTICULIERS, VENTE À EMPORTER ET DÉGUSTATION

L'Exposant devra se conformer à la réglementation en vigueur relative à la vente aux consommateurs et à la vente à distance. La vente et les prises de commandes sont autorisées pendant la Manifestation sous réserve du respect de la réglementation en vigueur. La sortie du matériel acheté ne sera autorisée qu'aux visiteurs munis d'une facture établie en bonne et due forme par l'Exposant vendeur. Tous les Exposants pratiquant cette vente doivent tenir un inventaire des entrées et des sorties de marchandises. Sous peine de non-garantie, chaque Exposant doit être en mesure de présenter à tout moment son livre d'inventaire à l'expert. Sont interdites les ventes « à la criée », les ventes dites « en boule de neige » et les ventes « à la postiche ». Tout Exposant, qui aurait recours aux techniques de vente susvisées s'exposerait à la résiliation immédiate et de plein droit du Contrat par l'Organisateur ainsi qu'au paiement de dommages et intérêts, sans préjudice d'un éventuel appel en garantie de l'Exposant en cas de mise en jeu de la responsabilité de l'Organisateur par un consommateur ou un représentant de celui-ci, victime d'une telle pratique.

La dégustation payante de produits alimentaires ou de boissons doit obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite à l'Organisateur. L'autorisation de la dégustation payante entraîne pour l'Exposant l'obligation de se soumettre à la réglementation particulière s'y rapportant.

ARTICLE 30 - AFFICHAGE DES PRIX - INFORMATION DES CONSOMMATEURS

L'Exposant doit se conformer à la réglementation en vigueur relative à l'affichage des prix.

Conformément aux dispositions de l'article L.224-59 du Code de la consommation, l'Exposant informe ses clients consommateurs que leurs achats n'ouvrent pas droit à rétractation :

- au moyen d'une pancarte sur son emplacement : l'Exposant affiche, de manière visible pour ses clients consommateurs, sur un panneau ne pouvant pas être inférieur au format A3 et dans une taille de caractère ne pouvant pas être inférieure à celle du corps 90, la phrase suivante : « Le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour tout achat effectué dans [cette foire] ou [ce salon] ou [sur ce stand] » (arrêté ministériel du 2 décembre 2014)

- au moyen d'un encadré dans ses offres de contrats : les offres de contrats conclues par l'Exposant avec des clients consommateurs mentionnent, dans un encadré apparent situé en en-tête du contrat, et dans une taille de caractère qui ne peut être inférieure à celle du corps

12, la phrase suivante : « Le consommateur ne bénéficie pas d'un droit de rétractation pour un achat effectué dans une foire ou dans un salon » (arrêté ministériel du 2 décembre 2014).

A titre volontaire, l'Exposant peut toutefois ouvrir un droit de rétractation aux achats effectués sur son emplacement.

Par ailleurs, cette absence de droit à rétractation ne s'applique pas pour les contrats faisant l'objet d'un contrat de crédit à la consommation et ceux résultant d'une invitation personnelle à se rendre sur un espace d'exposition pour venir y chercher un cadeau.

Enfin, les Exposants sont alertés sur le fait qu'au vu de la jurisprudence actuelle (Arrêt du 17 décembre 2019, aff 465/19 B & L Elektrogeräte GmbH), si l'achat fait suite à un démarchage par l'Exposant en dehors de son emplacement, le visiteur peut exercer un droit à rétractation

ARTICLE 31 - CIRCULATION DES ALCOOLS

L'Exposant soumis à la réglementation des contributions indirectes devra, de son propre chef, accomplir les démarches qui lui incombent en matière de licence temporaire et acquit-à-caution. Pendant le cours de la Manifestation, l'administration des contributions indirectes a droit de visite sur les stands.

ARTICLE 32 - RESPONSABILITÉ DE L'EXPOSANT

L'Exposant est seul responsable de son emplacement et de tout mobilier / animaux sur ledit emplacement tant à l'égard des participants, des prestataires de services missionnés par lui, des visiteurs ou invités, que de l'Organisateur et il lui incombera de faire respecter les dispositions énoncées dans le Contrat et d'en assurer la publicité.

S'il a obtenu l'accord de l'Organisateur pour exercer les activités concernées, il fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations nécessaires et plus particulièrement, sans que cette liste soit exhaustive, à la vente de boissons alcoolisées ou non, à la diffusion de musique en procédant aux déclarations nécessaires auprès des organismes de gestion collective (SACEM, SPRE ...), à la libre disposition des droits de propriété intellectuelle, enseignes, marques, etc..., utilisés sur son emplacement. Il fera également son affaire du versement des rémunérations dues aux organismes compétents. Sur demande de l'Organisateur, il devra être en mesure de le justifier dans les meilleurs délais, par écrit.

L'Exposant déclare se soumettre aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur pouvant s'appliquer à la Manifestation et déclare à ce titre se conformer et faire respecter scrupuleusement lesdites prescriptions en vigueur, notamment en ce qui concerne les enseignes, la signalétique, la voirie, la salubrité, la police, le bruit, l'hygiène, la sécurité et l'inspection du travail, de façon à ce que la responsabilité de l'Organisateur ne puisse jamais être recherchée.

L'Exposant demeurera seul responsable, tant pénalement que civilement, des éventuelles conséquences d'un défaut d'autorisation, sans qu'il puisse rechercher la responsabilité de l'Organisateur pour quelque cause que ce soit.

Il s'engage, en revanche, à relever et garantir l'Organisateur de toutes les conséquences dommageables pouvant résulter, pour cette dernière, du non-respect des dispositions susvisées.

L'Exposant qui met en œuvre le matériel de sonorisation est garant de sa conformité avec les articles R. 571-25 à R. 571-28 et R. 571-96 du code de l'environnement relatifs aux prescriptions applicables aux établissements recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée et engage sa responsabilité en cas d'infraction et de réclamation par un tiers.

En cas de dépassement sonore, l'Organisateur se réserve le droit de demander à l'Exposant d'apporter les modifications nécessaires.

Toute dégradation constatée après la tenue de la Manifestation sera facturée à l'Exposant. Tout dommage, dégradation, perte ou casse, constaté par l'Organisateur pendant la période effective de mise à disposition des lieux (périodes de montage et démontage incluses) sera facturé à l'Exposant, sauf si son origine est imputable à l'Organisateur. Le paiement de la facturation de réparation des dégradations et dommages devra intervenir à réception de ladite facture. Les réparations nécessaires à la remise en état seront organisées et réalisées par l'Organisateur, aux frais exclusifs de l'Exposant. Les frais de remise en état suite aux dommages inhérents à l'installation des matériels commandés par l'Exposant seront à sa charge exclusive.

ARTICLE 33 - RESPONSABILITE DE L'ORGANISATEUR

33.1 S'agissant de l'organisation générale de la Manifestation, l'Organisateur est soumis à une obligation de moyens. L'Organisateur met en œuvre, pendant toute la période nécessaire à l'organisation de la Manifestation (durée moyenne de 6 à 12 mois pour les événements annuels, et de 24 mois pour les événements biennaux) ses meilleurs efforts afin que la Manifestation apporte l'entière satisfaction de toutes les parties prenantes. Néanmoins, l'Exposant reconnaît expressément que toute organisation de Manifestation étant soumise à un ensemble d'aléas (économiques, météorologiques ...), l'Organisateur ne peut apporter aucune garantie quant aux retombées économiques pour les Exposants, notamment en termes de programmation et aménagement de la Manifestation, nombre d'exposants, visitorat, et visibilité.

33.2 Concernant les prestations d'installation générale, l'Organisateur garantit la conformité de ses prestations de services conformément au Contrat. L'Exposant s'assurera de cette conformité avant toute utilisation. Les réclamations relatives à l'exécution des prestations par l'Organisateur doivent être formulées par écrit à cette dernière avant la fin de la Manifestation, pour pouvoir être constatées et prises en compte. Aucune réclamation ne sera reçue après cette date.

33.3 Dans le cas où, à l'occasion de l'exécution du Contrat, la responsabilité de l'Organisateur serait engagée, à quelque titre et pour

quelque cause que ce soit, tous dommages confondus et notamment dommages directs et indirects (comprenant les préjudices immatériels), celle-ci sera strictement limitée à une somme au plus égale au prix ou à la portion du prix indiqué au Contrat, reconnue judiciairement comme étant inexécutée ou défaillante, sans que cette somme ne puisse être supérieure au(x) plafond(s) des garanties du contrat d'assurance de l'Organisateur, plafonds que l'Organisateur communiquera à l'Exposant sur simple demande.

ARTICLE 34 - CESSION - TRANSFERT

L'Exposant pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Contrat à ses filiales ou à toute personne qui lui succéderait du fait de la réorganisation, consolidation, scission, vente ou cession d'une partie substantielle de son fonds de commerce, de son capital/de ses droits de vote ou de ses actifs se rapportant à l'objet du Contrat, seule ou conjointement avec d'autres activités de l'Exposant dans le cadre d'une réorganisation globale, sous réserve de notification écrite préalable adressée à l'Organisateur. Ladite cession ou ledit transfert emportera le respect du Contrat par la personne bénéficiaire.

L'Organisateur pourra céder tout ou partie de ses droits et obligations au titre du présent Contrat à l'une quelconque des sociétés du groupe GL events qui lui succéderait du fait de la réorganisation, consolidation, scission, vente ou cession d'une partie substantielle de son fonds de commerce, de son capital/de ses droits de vote ou de ses actifs se rapportant à l'objet du contrat, seule ou conjointement avec d'autres activités dans le cadre d'une réorganisation globale.

ARTICLE 35 - NULLITÉ D'UNE DISPOSITION

En cas de nullité de l'une des stipulations des présentes, les Parties rechercheront de bonne foi des stipulations équivalentes légalement valables. En tout état de cause, les autres stipulations et conditions des présentes demeureront en vigueur.

ARTICLE 36 - LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le présent Contrat et toute commande de Prestations de Services entre l'Exposant et l'Organisateur est soumis à la loi française. Tout différend pouvant survenir entre l'Exposant et l'Organisateur relatif à la formation et/ou l'interprétation et/ou l'exécution et/ou la cessation des présentes et/ou de tout contrat conclu entre l'Exposant et l'Organisateur sera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce du ressort du siège social de l'Organisateur, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, en ce compris tout différend relatif à la rupture du contrat ou de toute relation commerciale en application des dispositions de l'article L.442-1 du Code de commerce.

Signature :

AUTRES SERVICES

BOOK SERVICES +

Signalétique, aménagement, décoration, mobilier design, restauration, personnel...

COMMUNICATION

Nous sommes à votre écoute pour tout type de demande.

POUR VOTRE HÉBERGEMENT

OFFICE DE TOURISME

16 av. de la Libération • 42000 Saint-Étienne
04 77 49 39 00 • www.tourisme-st-etienne.com

Vous pouvez également contacter Saint-Étienne Évènements pour obtenir une liste d'hôtels.

ST-ÉTIENNE PARC EXPO

AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

LES ACCÈS AU PARC EXPO DE SAINT-ÉTIENNE



NOUS CONTACTER

04 77 45 55 45

accueil@st-etienne-events.com

FOIRE

ST-ÉTIENNE **PARC EXPO**
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ST-ÉTIENNE EVENTS - FOIRE DE SAINT-ÉTIENNE

PARC EXPO • Boulevard Jules Janin - Allée des Olympiades • 42000 Saint-Étienne